



DÉPARTEMENT DES COTES D'ARMOR

VILLE DE PAIMPOL

ARRETE MUNICIPAL N° DG/2022-165
Autorisant Monsieur Cédric LE GRAET, EURL La Saladerie, « La Saladerie » situé 6 bis, quai Duguay-Trouin 22500 PAIMPOL, à occuper le domaine public communal ou le trottoir en domaine privé aux fins d'installer une terrasse supplémentaire à l'occasion de la fête des Vieux Gréments et Traditions les 12, 13 et 14 août 2022 et lors des « mardis de Paimpol 2022 »

Nous, Fanny CHAPPE, Maire de la Ville de PAIMPOL,

- VU** le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L 2212-1 et suivants réglementant la Police Municipale, et L 2213-1 à L 2213-6,
- VU** le code général de la propriété des personnes publiques et notamment les articles L 2122-1 à L 2122-4 et L2125-1 et suivants et R 2122-1,
- VU** le code de l'environnement,
- VU** le code pénal, et notamment son article R 610-5,
- VU** le code de la voirie routière et notamment son article R 116-2,
- VU** la loi du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées,
- VU** la délibération du conseil municipal fixant le montant des redevances pour l'occupation du domaine public communal ou départemental autorisé,
- VU** la délibération du conseil municipal du 21 mai 2012 approuvant la charte des terrasses de PAIMPOL,
- VU** l'arrêté municipal n° DG/2005-09 du 15 février 2005 portant réglementation permanente de la lutte contre le bruit,
- VU** l'arrêté municipal n° DG/2012-62 en date du 31 mai 2012 portant règlement des terrasses de la ville de PAIMPOL,
- VU** l'arrêté municipal n° DG/2015-249, en date du 25 novembre 2015, autorisant Monsieur Cédric LE GRAET, « la Saladerie », à occuper le domaine public communal aux fins d'y installer une terrasse au 6 bis, quai de Duguay-Trouin à PAIMPOL,
- VU** l'arrêté municipal n° DG/2017-50, en date du 27 mars 2017, autorisant Monsieur Cédric LE GRAET, « la Saladerie », à occuper le domaine public communal aux fins d'y installer une terrasse saisonnière côté bassin, quai de Duguay-Trouin à PAIMPOL,
- VU** l'arrêté municipal n° DG/2022-120, en date du 27 juin 2022, portant sur l'organisation des « Mardis de Paimpol » en juillet et août 2022,
- VU** l'arrêté municipal n° DG/2022-153, en date du 18 juillet 2022, donnant délégation de fonction à Monsieur Robert BOZEC, conseiller municipal délégué au Dynamisme du Cœur de Ville,
- VU** l'arrêté municipal n° DG/2022-154, en date du 19 juillet 2022, portant autorisation d'organiser une manifestation sur l'espace public et réglementant temporairement la circulation et le stationnement à l'occasion de la fête des Vieux Gréments et Traditions prévue sur les quais de Paimpol les 12, 13 et 14 août 2022,
- CONSIDERANT** la demande, en date du 20 juillet 2022, par laquelle Monsieur Cédric LE GRAET, « La Saladerie » sollicite l'autorisation d'installer une terrasse supplémentaire devant son établissement à l'occasion de la fête des Vieux Gréments et Traditions et pour les « mardis de Paimpol 2022 »,
- CONSIDERANT** l'avis des élus référents en date du 21 juillet 2022,
- CONSIDERANT** l'avis favorable du Président de l'Association des Vieux Gréments et Traditions en date du 21 juillet 2022,

CONSIDERANT qu'il y a lieu, en conséquence, de prendre des mesures propres à garantir la sécurité du public et des piétons, tout en préservant le respect du principe de la liberté du commerce et celui d'équité du service public,

Sur proposition du Directeur Général des Services,

ARRETONS :

- ARTICLE 1^{er}** - Monsieur Cédric LE GRAET
EURL LA SALADERIE
« La Saladerie »
6 bis, quai Duguay-Trouin,
22500 PAIMPOL,
titulaire d'une autorisation d'occupation d'une surface de 60 m² et de 30m² côté bassin, est autorisé à installer une terrasse supplémentaire à l'occasion de la fête des Vieux Gréements et Traditions et lors des « Mardis de Paimpol 2022 », **entre son établissement et sa terrasse annuelle actuelle et sur les places de stationnement devant son établissement.**
En revanche, il ne sera pas possible d'installer la terrasse saisonnière côté bassin, définie par arrêté n° DG/2019-86, du mercredi 10 au dimanche 14 août 2022.
- ARTICLE 2** - Cette autorisation n'est valable que du 10 au 14 août 2022 ainsi que les mardis 26 juillet et 2 et 23 août 2022 à partir de 18h00.
La durée maximale d'exploitation de ces terrasses s'étend jusqu'à la fermeture de l'établissement.
- ARTICLE 3** - La présente autorisation est personnelle et incessible.
- ARTICLE 4** - La présente autorisation est délivrée sous réserve des prescriptions générales de l'arrêté municipal n° DG/2012-62 en date du 31 mai 2012, de la charte des terrasses approuvée par délibération du conseil municipal du 21 mai 2012 et des prescriptions spéciales suivantes :
- ▶ **Afin d'assurer la sécurité du public et des piétons, il ne sera pas possible d'installer ces terrasses sur la chaussée du quai Duguay-Trouin.**
 - ▶ **Un passage piéton sera à conserver entre les rangées de tables,**
 - ▶ **Un passage libre de 1.40m de largeur devra être maintenu pour l'accès des usagers aux logements du quai, y compris pour les personnes à mobilité réduite.**
 - ▶ **Des points de cuisson comprenant planchas, barbecues et rôtissoires à énergie électrique ou à gaz sont autorisés (après validation de la commission de sécurité).**
 - ▶ **Une protection de type bâche à sable devra être installée sous toutes les zones de cuisson.**
- ARTICLE 5** - Les services techniques municipaux seront chargés de tracer au sol les limites des extensions de terrasses.
- ARTICLE 6** - Tous les points de cuisson et de réchauffage (tels que grill, barbecue, rôtissoire, four, etc.) installés sur le domaine public ou portuaire concédé devront être placés sur les emprises autorisées (étalages, terrasses et leurs extensions) et **maintenus physiquement à l'écart du public par un périmètre de sécurité ne permettant pas d'accès direct aux points de cuisson et à 1,00 m de tous matériaux et matières inflammables.**

En outre, des moyens d'extinction appropriés et en parfait état de fonctionnement seront maintenus en permanence à proximité immédiate.

ARTICLE 7 - Aucune animation musicale ne sera autorisée sur les terrasses, en dehors de celles prévues par l'organisateur de la fête, sauf accord de celui-ci.

ARTICLE 8 - Les installations mobiles que le permissionnaire implantera sur le domaine public communal le sont sous son entière responsabilité. A ce titre, il sera titulaire en permanence d'une assurance en responsabilité civile professionnelle en cours de validité.

ARTICLE 9 - Le permissionnaire devra s'acquitter de la redevance relative à l'occupation du domaine public, prévue par délibération du Conseil Municipal.

ARTICLE 10 - Le permissionnaire devra à tout moment respecter les dispositions habituelles qui sont applicables à son établissement en matière d'établissement recevant du public.

Il devra, en outre, à tout moment respecter les mesures de prévention et de sauvegarde propres à assurer en permanence la sécurité des personnes et l'accessibilité du public tant à l'intérieur de son établissement que sur les extensions extérieures, qu'elles soient permanentes ou temporaires.

ARTICLE 11 - Le permissionnaire devra fournir tout justificatif demandé par les agents de la police municipale, les agents de la force publique, les agents des autorités chargées de faire respecter le règlement sanitaire départemental, les fonctionnaires de la Direction Départementale de la Protection des Populations et ceux des Douanes.

Sous peine de poursuite, il devra se soumettre aux instructions de ces mêmes agents, ainsi que des agents de sécurité délégués par l'organisateur, en ce qui concerne l'application des règlements de police, d'hygiène et de salubrité et les mesures d'ordre et de sécurité, notamment celles se rapportant aux accès de sécurité du festival.

ARTICLE 12 - Sans préjudice des poursuites éventuelles, la présente autorisation est révoquée à tout moment, sans indemnité, en cas de non-respect par le permissionnaire des conditions précitées, des dispositions du présent arrêté municipal ou pour toute autre raison d'intérêt général.

ARTICLE 13 - Le Directeur Général des services de la Ville de PAIMPOL,
Le Commandant de la brigade de gendarmerie de PAIMPOL,
Le Chef de la police municipale de PAIMPOL,
Et tous les agents habilités à constater les contraventions à la police de la circulation,
Le Directeur des services techniques de la Ville de PAIMPOL,
Le Responsable du centre de secours de PAIMPOL,
Le Président de l'association de la Fête des Vieux Gréments et Traditions,
Le Chargé de sécurité,
Le Médecin Chef du SAMU 22,
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée à :

- ▶ Monsieur le Préfet des Côtes d'Armor,
- ▶ l'intéressé.

A PAIMPOL, le **29 JUL. 2022**

**La Maire,
Pour la Maire,
Le Conseiller municipal délégué
au Dynamisme du Cœur de Ville,**

Robert BOZEC



Conformément à l'article L 2131-1 du C.G.C.T., la Maire certifie le caractère exécutoire du présent acte qui a été transmis au représentant de l'Etat, notifié et affiché le **29 JUL. 2022**
L'intéressé(e) dispose à partir de cette date d'un délai de 2 mois pour se pourvoir contre cette décision auprès du Tribunal Administratif de Rennes (35) ou via l'application Télérecours citoyens disponible à partir du site www.telerecours.fr